

Le Rwanda et la Belgique, division et réconciliation

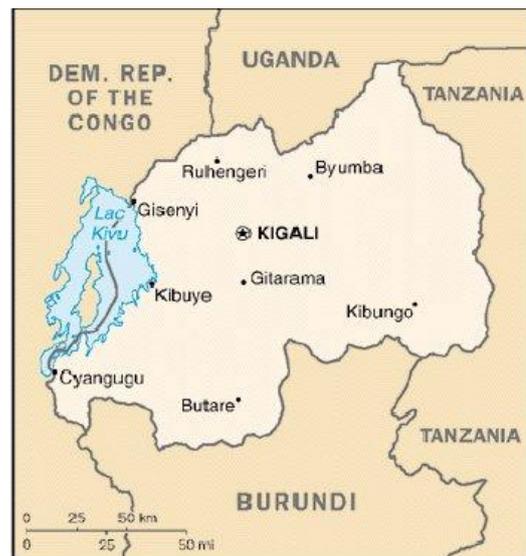
Etude historique (résumé) préparatoire à la conférence de réconciliation Belgique-Rwanda de 7 à 14 juillet 2009

Introduction

Aujourd'hui si nous pensons au Rwanda immédiatement le génocide de 1994 nous vient à l'esprit. Moins connu d'ailleurs est le fait que cette éruption de violence entre les Hutu et les Tutsi est enracinée dans l'histoire coloniale belge au Rwanda. Voilà la raison pour rafraîchir un peu notre mémoire ou bien de nous informer pour la première fois.

Histoire générale

La territoire de Rwanda comprend une superficie d'environ 4/5 de celle de la Belgique. La population ethnique (10.2 millions d'habitants) est composée de 84% de Hutu, 15% de Tutsi et 1% de Twa. Actuellement 56% de la population est catholique, 12% protestant, 9% musulman et 25% animiste. Depuis 1897 l'Allemagne a colonisé cette région. En 1916 pendant la Grande Guerre la région était occupée par la Force Publique du Congo Belge, comme représailles de l'invasion allemande en Belgique. Par le Traité de Versailles (1919) le Ruanda-Urundi était remis à la Belgique comme territoire sous mandat par la Société des Nations d'alors, ce qui a été ratifié dans la loi belge en 1924-1925.



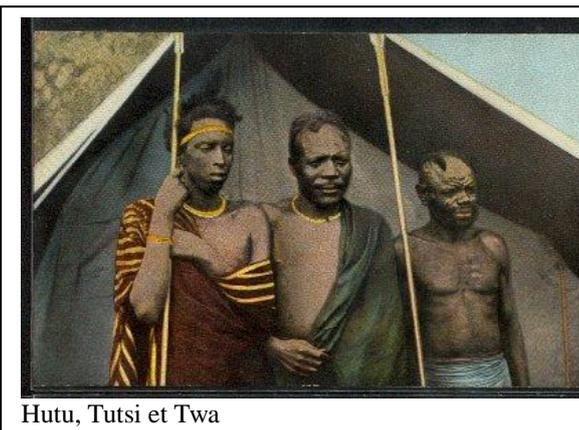
Les Hutu et les Tutsi

Quand les Européens arrivaient en scène le Rwanda était déjà depuis plusieurs siècles une unité sociopolitique, protégé par des frontières naturelles, avec une langue commune (le Kinyarwanda) et avec des principes philosophiques et religieuses communes. Depuis des siècles il y avait des différents peuples ethniques: les Hutu (surtout des cultivateurs), les Tutsi (surtout des pasteurs) et les Twa (des pygmées et chasseurs). Il existe des hypothèses différentes sur l'origine des Hutu et des Tutsi. Quand les

Européens arrivaient ils croyaient qu'il s'agissait des races totalement différentes l'une de l'autre.

Initialement le nom 'Tutsi' signifiait 'celui qui possède du bétail', mais ce nom devenait graduellement une indication pour 'dirigeant, la classe élite'. Au début le nom 'Hutu' signifiait 'subordonné' ou 'client d'une personne puissante' et devenait finalement une indication pour 'des gens ordinaires'.

Les Tutsi sont plutôt grands, maigres, de couleur moins foncée et aux traits fins, tandis que les Hutu sont moins grands, un peu trapus, et aux traits plus larges. Selon certains ils

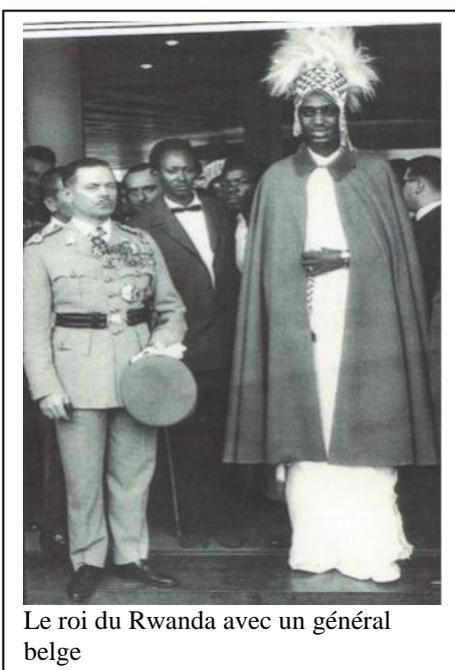


Hutu, Tutsi et Twa

descendent d'une race différente (les Tutsi seraient des immigrés), selon d'autres ils se seraient regroupés de plus en plus par des mariages dans le même groupe et des différentes sortes de nourriture. Les cultivateurs et les pasteurs vivaient dans une harmonie relative, parlaient la même langue et avaient la même religion. La plupart des personnes se mariaient dans le groupe de leur enfance, mais il y avait des mariages mixtes (Hutu-Tutsi) occasionnellement. Il était possible qu'un Hutu pouvait devenir Tutsi s'il acquérait plus de bétail ou montait sur l'échelle sociale.

Les Belges au Rwanda

Les Allemands avaient préservé le système de gouvernement local (consistant du 'mwami', le roi et ses chefs), bien que le mwami fût soumis à l'autorité du gouverneur blanc avec une armée des blancs pour soutenir son autorité. Plusieurs révoltes étaient supprimées sévèrement à la prix quelques centaines de milliers des victimes sur la territoire de l'Afrique Occidentale Allemand, dont le Rwanda faisait partie. Les Belges allaient suivre ce même système de 'indirect rule', mais en impiéterant plus sur les structures déjà existantes. A partir des années 1920 ils changeaient l'Etat rwandais afin



Le roi du Rwanda avec un général belge

d'introduire une administration plus efficace, en rompant ainsi l'équilibre délicat du pouvoir indigène. La population était forcée à travailler dans la culture de café, parfois jusqu'à 50% de leur temps du travail, et sous la menace de la chicotte si elle était trop peu disposée. Aussi des taxes très lourds étaient imposés. A partir de 1900 les Pères Blancs et quelques missionnaires protestants s'installaient au Rwanda. Pour des raisons pratiques et ecclésiologiques ils collaboraient étroitement avec l'autorité coloniale allemande et plus tard belge. Toutes sortes de corvées (provision de nourriture, construction et entretien des routes et transports à porteur pour l'occupant) étaient organisés par eux. Refus de travail était puni sévèrement manu militaire, ce qui n'attribuait pas fortement à la l'expansion naturelle de la Bonne Nouvelle au Rwanda.

L'impopularité de ces Pères Blancs parfois très pénible était encore renforcé par leur méthode d'initiation au catholicisme forcée.

La 'Tutsification' de Rwanda

L'Eglise et l'état organisaient leur système d'administration de telle façon que seuls les Tutsi pouvaient revêtir des fonctions élevées. Les Hutu étaient systématiquement renvoyés des fonctions d'autorité et l'accès à l'enseignement supérieur leur était refusé. C'est avec reconnaissance que les Tutsi acceptaient ce rôle. Afin de renforcer et de légitimer cette nouvelle situation l'Eglise (surtout Mgr. Léon Classe) introduisait le mythe de la supériorité ethnique de la race Chamite (de Cham, fils de Noé), qui était plus affiliée à la race des blancs, ce qui prouverait leur supériorité (une version de 'darwinisme social', une théorie sur 'l'évolution' des peuples qui était courante à l'époque). Bref, les Tutsi étaient des chefs nés et doués pour former la classe dirigeante du pays. Pour soutenir cette distinction raciale on faisait toutes sortes des recherches 'scientifiques', la mesure des nez, des crânes et des organes génitaux (comme faisaient



Les Pères Blancs en 1900

les Nazi en Europe quelques années plus tard pour prouver la supériorité de la race Aryenne). A travers l'enseignement plusieurs générations de Rwandais étaient égarées par cette hypothèse de races.

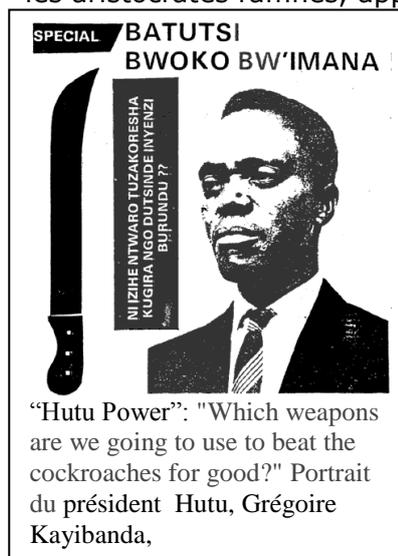
Les Hutu croyaient que les travaux forcés leur étaient imposés par les Tutsi, en ceux qui désobéissaient étaient en plus maltraités par les chefs Tutsi.

Puisque l'identification sur la base des caractéristiques extérieurs était trop difficile, aux années '30 l'autorité belge introduisait la registration ethnique obligatoire dès la naissance. Chaque Rwandais devait indiquer à quel groupe ethnique il appartenait, ce qui était marqué sur la carte d'identité: Twa, Hutu, ou Tutsi. Chacun possédant plusieurs vaches, était désigné comme Tutsi de toute façon. Cette registration a renforcé la perception des Rwandais de leur identité de groupe. De cette façon la base de futures tensions ethniques et d'instabilité politique postcoloniale était déjà fondée à l'époque coloniale.



La révolution Hutu

En 1946 le Rwanda devenait un territoire 'Trust' de l'ONU sous mandat belge, ce qui signifiait que les Belges allaient préparer le pays pour l'indépendance (ce qui avait lieu le 1 juillet 1962). Dans les années après la Seconde Guerre Mondiale plusieurs mouvements pour l'indépendance germaient en Afrique. Au Rwanda c'étaient des Tutsi progressifs mais aussi des Hutu. En plus il y avait une nouvelle génération d'administrateurs et de dirigeants ecclésiastes belges qui étaient plus sensibles aux problèmes d'une partie de la population supprimée, c'est-à-dire les Hutu. Des Hutu étaient nommés comme fonctionnaires des autorités inférieures et ils pouvaient même suivre l'enseignement supérieur dans les séminaires. Maintenant un nouveau mythe renversé était introduit: le Hutu n'était plus considéré comme le paysan sale et grossier, mais comme un peuple qui a gémi sous le joug de la dictature Tutsi pendant des siècles. Et les Tutsi n'étaient plus les aristocrates raffinés, apparentés aux aristocrates blancs destinés pour dominer, mais



ils étaient maintenant décrits comme des imposteurs en cachette et des guerriers rapaces, qui venant de l'Ethiopie ont tiré une trace sanglante jusqu'au Rwanda.

En 1957 apparaît le 'Manifeste Bahutu', qui exprimait le désir de l'émancipation des Hutu et qui comparait les différences sociales à des différences ethniques. L'Eglise se range au nom de Monseigneur Perraudin intégralement autour de ce manifeste.

En 1959 la violence contre les Tutsi éclate, beaucoup de milliers s'enfuient vers le Congo, la Tanzanie ou l'Uganda (plus tard jusqu'à

600.000 personnes). Dans l'armée coloniale les chefs Tutsi étaient

remplacés par des Hutu.

Pendant la même année le roi modéré Mutara III Rudahigwa (qui en 1931 par un coup d'état belge avait remplacé son prédécesseur Musinga) mourrait dans des conditions suspectes (il mourrait après une vaccination par un médecin belge, un fait

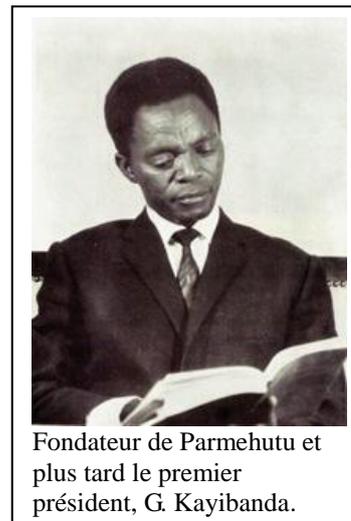


Le roi Baudouin et le roi Mutara III

qui est considéré par beaucoup de Rwandais comme meurtre.) Son demi-frère Kigeli V le remplaçait, mais après un voyage aux Etats-Unis au QG de l'ONU l'accès au Rwanda lui fut refusé par le gouverneur belge Harroy. Le Rwanda fut déclaré république avec le soutien belge.

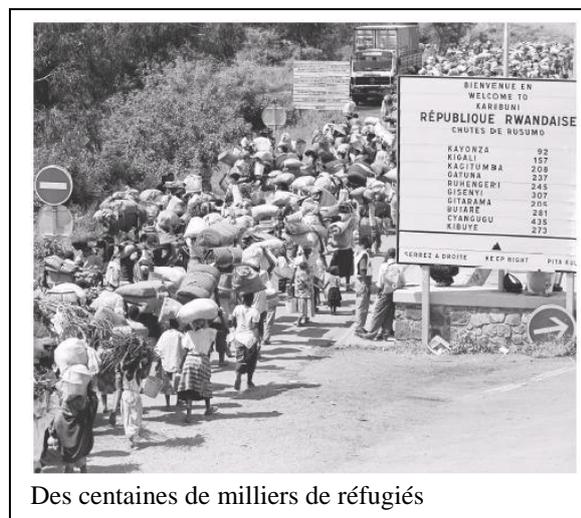
Des élections à l'indépendance

Quand en 1960 les élections communales s'approchaient beaucoup de meurtres politiques avaient lieu des deux côtés. Ce qui changeait c'est que les représailles des Hutu devenaient de plus en plus violentes. Les militaires belges empêchaient les Tutsi à se défendre à main armée. La révolution Hutu était sans doute impossible sans le soutien politique et militaire actif des Belges. Grâce à cela les Hutu obtenaient une victoire électorale éclatante. L'ONU rejetait le résultat des élections et demandait l'expiration du mandat belge au Rwanda. Encore beaucoup de Tutsi s'enfuyaient vers l'étranger, p.ex. vers l'Uganda où ils s'organisaient et faisaient plusieurs invasions sur la territoire rwandaise, ce qui était répliqué par des répressions plus



Fondateur de Parmehutu et plus tard le premier président, G. Kayibanda.

sanglantes. Les militaires belges qui restaient au Rwanda après les élections jusqu'en 1962 n'intervenaient presque jamais contre les crimes commis par les Hutu, tandis que celles des Tutsi étaient sévèrement punies. Déjà avant l'indépendance il y avait des voix qui disaient que la retraite des Belges mènerait à un génocide. Finalement une force militaire limitée restait au Rwanda. Quand le 1 juillet 1962 le Rwanda connaissait son indépendance, il n'y avait aucune délégation belge du gouvernement, du parlement et de la maison royale présente. Dans la presse belge très peu d'attention était payée à ces événements.



Des centaines de milliers de réfugiés

Répétition générale

Après le coup d'état de 1973 le général Habyarimana (Hutu) prenait le pouvoir. Il était soutenu par les ecclésiastes les plus hauts de l'Eglise Catholique. Même si 70% des religieux étaient Tutsi, 7 sur 9 évêques étaient Hutu pendant le génocide. L'archevêque de Kigali était un adhérent fervent du président. En 1986 le gouvernement rwandais déclarait que le pays est trop peuplé pour réintégrer les réfugiés Tutsi. De l'Uganda le FPR (Forces Populaires Rwandaises), qui défendaient la cause des Tutsi en exil, traversaient la frontière rwandaise avec une petite armée le 1 octobre 1990. Le président rwandais savait obtenir le soutien militaire de la Belgique, de la France et du Zaïre afin de les arrêter et les repousser très violemment¹



Le deuxième président, Juvénal Habyarimana

1 Les Français supportaient activement le régime de Habyarimana de façon militaire même jusqu'à l'époque du génocide. Selon certains observateurs des soldats français

Au début des années '90 plusieurs 'répétitions générales' du génocide avaient lieu. A l'égard de l'étranger le gouvernement faisait sembler qu'il s'agit des éruptions de violence tribale. Malgré la preuve des meurtres systématiques les diplomates étrangers refusaient de reconnaître que le gouvernement commettait des crimes. In 1993 une commission d'enquête internationale concluait que le chef d'état et son entourage étaient activement impliqués dans les massacres des Tutsi, mais dans la commission des droits de l'homme l'ONU refusait d'ouvrir un débat plénier sur le rapport et aucun des pays de bailleurs des fonds n'en tirait ses conclusions.

D'Arusha au génocide

En juillet 1993 et après une année des négociations le président Habyarimana était pressé par la Banque Mondiale et des pays de bailleurs des fonds de signer les accords de paix d'Arusha (en Tanzanie) Ces accords garantissaient parmi d'autres le retour des réfugiés Tutsi au Rwanda, l'installation d'un gouvernement intérim en vue des élections libre et l'intégration des militaires Tutsi dans l'armée rwandaise. L'ONU envoyait une force de paix limitée (MINUAR) afin de surveiller l'implémentation des conditions de



paix. Le gouvernement belge s'engageait dans cette force par un bataillon de 400 casques-bleus (KIBAT I) qui arrivait au mois de novembre à Kigali. L'opposition contre les accords d'Arusha grandissait parmi les partis radicaux Hutu et dans l'armée rwandaise. Le président était considéré comme un traître de la cause Hutu. Au mois d'août '93 le radio-émetteur mal famé RTLM (Radio Mille Collines) était lancé sur les ondes avec beaucoup de musique très populaire. Sur le bon moment ils allaient émettre au grand public leur propagande de haine et leurs instructions pour les massacres des 'Inyenzi' (cancrelats). Avec l'aide des entreprises chinoises et occidentales 580 tonnes des machettes et d'autres armes étaient importées au Rwanda sous la couverture ' d'autodéfense' contre la nouvelle domination Tutsi.

Un nouveau parti 'Hutu-power' était fondé, qui appelait tout les partis hutu de se rallier. Le bras armé de ce parti installait avec l'aide de l'armée des milices 'd'autodéfense' dans tout le pays. Dès maintenant les Hutu modérés étaient considérés comme des traîtres et sur la base de leur qualité de membre politique seraient tués également pendant le génocide.

Avertissements

Nombreux étaient les avertissements des religieux, des activistes des ligues des droits de l'homme, et des autres, tous avec le même message: 'agissez maintenant sinon beaucoup de personnes meurent!'. Des représentants diplomatiques de la Belgique et d'autres pays étaient très bien au courant qu'un désastre s'annonçait. A plusieurs reprises les services des renseignements belges et l'ambassade belge faisaient mention de l'armement des milices Interahamwe par l'armée, des camps d'entraînement de la Garde Présidentielle pour de jeunes hommes dans le but de préparer des rafles à Kigali et des transports et des dépôts d'armes secrets. La tête de MINUAR, le général Dallaire, demandait par beaucoup de télégrammes adressés au bureau de l'ONU à New York d'élargir le mandat afin de démanteler ces transports et dépôts, mais chaque fois en vain. Déjà au mois de janvier le



auraient entraîné les milices mal famés Interahamwe. Ceci explique la relation tendue entre le Rwanda et la France jusqu'à présent.

colonel belge Marchal demande à ses supérieurs en Belgique des armes plus lourdes et la permission de pouvoir opérer sous le drapeau belge au cas d'escalade. Sans beaucoup de succès le gouvernement belge essayait de convaincre New York de la gravité de la situation et la nécessité d'élargir le mandat. Au mois de février les services des renseignements belges étaient déjà au courant d'un plan d'attaque des soldats belges de MINUAR afin de précipiter leur retraite. Il n'est pas une grande surprise qu'aux yeux de la population rwandaise le MINUAR avait perdu toute crédibilité. Selon Alison Des Forges (expert international reconnu sur le Rwanda) l'ONU craignait qu'un élargissement du personnel et du matériel aurait pour résultat que le Conseil de Sécurité allait sonner la retraite de MINUAR à cause de manque des fonds.

Le génocide

Le 6 avril 2004 vers 20.30 h. l'avion avec le président rwandais Habyarimana et le président burundais Ntaryamira fut abattu par un missile. (La question n'est toujours pas résolue qui des deux partis est le responsable de l'attentat). Dans les premières heures après l'attentat tous les opposants politiques hutu étaient tués à Kigali, afin d'éliminer toute résistance contre le plan meurtrier. Le premier ministre du gouvernement intérim, madame Agathe Uwilingiyimana fut escortée par 15 casques-bleus mal armés de MINUAR, dont 10 belges. Ils étaient attaqués par l'armée rwandaise. Le premier ministre fut abattu ainsi que les 10 paras belges.



Les dix paras belges tués



Des Hutu étaient contraints à tuer leurs époux/se Tutsi. Des femmes et même de jeunes filles étaient violées avant d'être tuées. Aussi l'Eglise Catholique ne restait pas en arrière. Des religieux Tutsi étaient tués. Beaucoup de religieux catholiques et protestants donnaient leur accord

Les massacres bien préparés prenaient de l'ampleur. Des unités de l'armée rwandaise organisaient en collaboration avec les milices Interahamwe des rafles dans plusieurs lieux en allant de maison en maison en tuant tous les Tutsi. La population locale secourait activement les miliciens en indiquant les maisons des Tutsi ou des Hutu modérés et en participant aux tueries. Fin avril les Tutsi n'étaient plus abattus dans leurs maisons mais sous prétexte d'asile ils étaient amorcés dans des écoles, des hôpitaux ou des stades de sport où ils étaient massacrés systématiquement. A cause de maintes contrôles de routes et des milices en patrouille les Tutsi étaient empêchés de s'enfuir. Partout dans les rues on trouvait d'innombrables cadavres humains pourrissants et de longues rayons des êtres humains encore vivants attendant pour être abattus à coups de machette. Des cruautés inouïs avaient lieu: des parents étaient tués devant les yeux de leurs enfants et des enfants étaient tués devant les yeux de leurs parents.

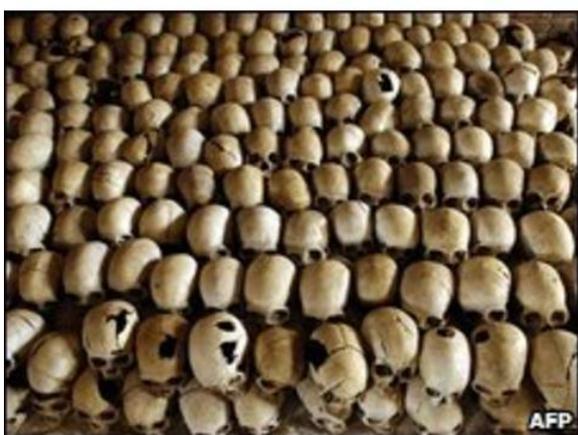


tacite aux tueries. Plusieurs prêtres, sœurs ou pasteurs qui auraient pu sauver des vies le refusaient, bien qu'il y avait aussi des exceptions.

Dès le premier jour du génocide les troupes de FPR de Paul Kagame avançaient du Nord du pays contre l'armée rwandaise. Dans les régions nord et occidentales qu'ils conquérissaient les Tutsi étaient généralement en sécurité. Dans les régions vaincues par le FPR des représailles contre des Hutu avaient lieu et parfois aussi contre des Tutsi soupçonnés d'être des collaborateurs. Dans les années après le génocide à l'Est du Congo des dizaines de milliers des vies étaient perdus à cause des expéditions punitives contre les milices Interahamwe et par la suite encore plusieurs centaines de milliers des vies à cause de la guerre civile qui résultait de l'instabilité dans cette région. Et on ne parle pas encore de la souffrance des millions des réfugiés jusqu'à présent.



Le génocide, la Belgique et la communauté internationale



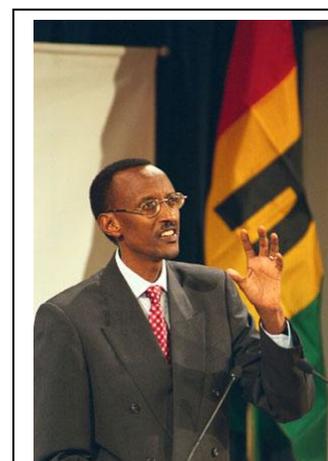
Tandis que le génocide rageait à travers le Rwanda, le Conseil de Sécurité de l'ONU discutait s'il était question d'un génocide et des épurations ethniques ou non. (car seul dans ce cas-là ils pouvaient intervenir) Seulement 4 semaines après le début et plus de 200.000 morts la réponse était 'oui'. Il n'avait pas coûté beaucoup d'efforts d'envoyer une force étrangère sur place très vite afin d'évacuer tous les Européens dans la 2ème semaine du génocide. Mais pour les Tutsi il n'y avait pas de place sur les camions.²

Plus tard les spécialistes militaires étaient d'accord qu'une force d'intervention limitée

de l'ONU aurait suffi pour entraver la campagne de violence sur des endroits centraux et stratégiques à Kigali et ainsi aurait pu rendre inopérante la dispersion des massacres dans tout le pays. Il faut avouer qu'il y eu des casques-bleus qui ont pris l'initiative de sauver quelques milliers des vies, si au moins on n'oublie pas que la politique de lâcheté internationale a coûté la vie des centaines des milles d'autres vies innocentes.

Même si la Belgique faisait plus des efforts afin de mobiliser d'autres pays avant le génocide, c'étaient aussi les belges qui avaient le plus accommodé auprès de l'ONU dans le but d'une retraite totale des forces de MINUAR au Rwanda pendant le génocide. Après que la nouvelle du meurtre des 10 paras belges était connu en Belgique, le ministre des Affaires Etrangères Willy Claes tournait 180° et dans une semaine tous les Belges avaient été retirés du Rwanda.

Après le génocide il a fallu encore 2 ans avant qu'un tribunal international de justice fut établi, et qui en outre fonctionnait très mal à cause de manque de fonds. Il n'est pas surprenant que les Rwandais se demandent actuellement pourquoi les dirigeants rwandais étaient poursuivis pour leur participation



Paul Kagame, chef de la FPR et président actuel

² Plusieurs films émouvants traitent cette histoire, parmi d'autres 'Hotel Rwanda', 'Shooting Dogs' et 'Spring in April'

pendant le génocide, tandis que les dirigeants étrangers, dont la passivité avait avancé l'ampleur et la durée du catastrophe, n'ont toujours pas été poursuivi du tout. *'Est-ce que les responsables belges sont jamais poursuivi? Est-ce que c'est en effet un problème du tout en Belgique? Est-ce que le génocide a laissé une lésion collective ici?... Est-ce que c'est de l'Histoire Nationale avec des majuscules ou une note au bas de la page?'* (reflète Chris De Stoop les questions des Rwandais eux-mêmes). Il n'est toujours pas question d'un ravissement social profond dans notre pays. Après 15 ans les blessures sont toujours fraîches et douloureuses.

Et ensuite?

Il n'y a pas de réconciliation sans justice. Mais il n'y pas non plus de la justice sans la vérité. *'History must be told'* (l'histoire doit être dite). *'Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous affranchira'*. (Jean 8:32)

A travers cette histoire concise nous espérons stimuler la conscientisation du peuple belge, en commençant par nos églises. C'est notre désir le plus profond que cela aboutira à la guérison et la réconciliation et au restauration de la relation entre les Belges et les Rwandais.

Juin 2009
Philip Quarles van Ufford
(résumé par Ignace Demaerel)

La version originale de cette étude se trouve en 3 articles sur www.pray4belgium.be

Littérature;

- 'Aucun témoin ne doit survivre', réd. Alison Des Forges, (Féd. Int. Des Ligues des Droits de l'Homme), ed. Karthala, 1999
- 'Les militaires belges et le Rwanda' Patrick et Jean-Noël Lefèvre, éd. Racine, 2006
- 'Het goede genootschap, de kerk en Rwanda' (la bonne alliance, l'Eglise et le Rwanda), Dirk Tuypens, EPO, 1998
- 'Deutsche Kolonien, Traum oder Trauma' (Les colonies allemands, rêve ou cauchemar), Gisela Graichen, Horst Gründer, Ullstein Verlag, 2005
- 'Nous existons encore', Annick Kayitesi, Ed. Michel Lafond, 2004
- 'Het complot van België' (le complot de la Belgique), Chris De Stoop, De bezige bij, 2007

